

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 MULHOUSE Cedex 1

Mulhouse, le 21/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FIBERWEB FRANCE SAS

ZI EST
B.P. 208
68600 Biesheim

Références : 0006702036_2024_03_26_Fiberweb_VIIC panne compresseur
Code AIOT : 0006702036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement FIBERWEB FRANCE SAS implanté ZI EST 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIBERWEB FRANCE SAS
- ZI EST 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006702036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fiberweb est spécialisé dans la fabrication de non tissé.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositif de mesure de débit	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Prélèvement d'eau-débit autorisé	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejet eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Puits drainants	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rejet des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la panne du compresseur, l'ancien compresseur a été remis en place. Le refroidissement de ce compresseur est en circuit ouvert, les eaux sont prélevées dans la nappe et rejetées également dans la nappe. Cette modification engendre plusieurs non-conformités à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/10/2000.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de mesure de débit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif totalisateur
Prescription contrôlée : [...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure de débit comprenant un totalisateur.
Constats : Les deux installations de prélèvements situées au niveau du puits n°1 sont équipées chacune d'un dispositif totalisateur qui indiquent le jour de la visite : - dispositif n°1 : 74 187 m3 - dispositif n°2 : 536 149 m3 Le dispositif de mesure de débit indiqué dans la prescription contrôlée est inexistant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prélèvement d'eau-débit autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau-prélèvement
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant est autorisé à prélever l'eau utilisée à des fins industrielles dans la nappe phréatique aux conditions suivantes : [...] Puits n°1 : après le 31 décembre 2002 : 5 m³/h [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que les compteurs d'eau sont relevés tous les matins par l'électromécanicien. Il a en outre présenté un tableau de suivi des consommations journalières en eau. Les débits de prélèvement sont calculés à partir de la consommation journalière divisée par 24 heures puisque l'exploitation fonctionne en permanence. Par exemple, le 25/03/2024, la consommation journalière était de 1738 m³ soit 72,41 m³/h, de 2560

<p>m³ au 1er février 2024, de 2020 m³ le 4 novembre 2024. Il ne s'agit donc pas d'un dépassement ponctuel.</p> <p>A titre de comparaison, pour le 25/03/2023 (avant la panne du compresseur), la consommation journalière était de 12 m³ soit 0,5 m³/h.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejet-eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eau
Prescription contrôlée : [...] Après le 31 décembre 2002, tout rejet en nappe d'eaux de refroidissement sera interdit.
Constats : Le service d'inspection a constaté que le rejet des eaux de refroidissement du compresseur sont rejetées dans la nappe depuis le remplacement du précédent équipement le 29/10/2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Puits drainants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales de voiries
Prescription contrôlée : Conditions de rejet des eaux pluviales [...] Les rejets sont dirigés vers des puits drainants. [...] Les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers des puits filtrants ; [...]
Constats : Lors de la visite à l'extérieur du site, plusieurs puits ont été ouverts : - celui situé à proximité du portail au niveau du parking (eaux pluviales de voirie), - deux situés à l'arrière du bâtiment vers l'ICPE Constellium (eaux pluviales de toiture). L'inspection a constaté visuellement l'absence de matériaux drainants et l'exploitant n'a pas apporté de justification permettant de prouver que ces puits sont drainants ou filtrants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejet des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2000, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux industrielles
Prescription contrôlée : Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans le milieu naturel, dans des puits perdus ou en nappe est interdit [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que plusieurs rejets d'eaux industrielles sont dirigés vers des puits perdus : - eaux issues de la regranulation dit "regra", - les eaux issues du bassin humidificateur de la Tour 1,

<ul style="list-style-type: none"> - le rejet des eaux issues de la station de traitement des eaux de lavage Karcher, - les eaux d'un bassin de refroidissement des granulés. - les eaux issues du refroidisseur des fumées. <p>Ces rejets ne respectent pas la prescription susvisée. Ils devraient être rejetés soit dans le Rhin soit dans la station d'épuration collective de Biesheim conformément à l'article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

2-5) Point hors points de contrôle

Lors de la visite des abords du site, l'inspection a constaté la présence de piézomètre non protégés.

Il est attendu que l'exploitant remédie à cette situation pour tous les piézomètres concernés. Des justificatifs sont à présenter à l'Inspection en ce sens dans un délai **de trois mois**.

